

« Le statu quo à Chypre est dangereux », estime le ministre chypriote des affaires étrangères

M. Michaélidès réclame un rôle « plus efficace » des Nations unies

Les autorités chypriotes grecques espèrent un retour au calme après l'enterrement, vendredi 16 août, du deuxième manifestant tué par la po-

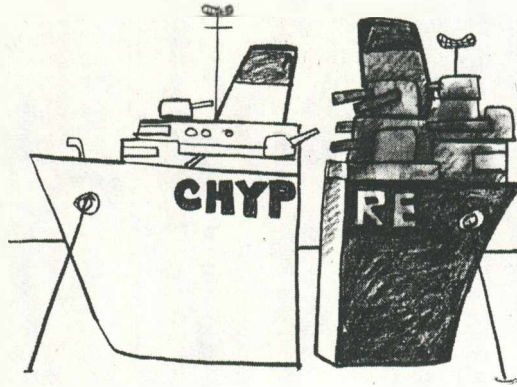
lice turque ces derniers jours sur la ligne séparant la République de Chypre de la zone occupée par la Turquie. Le chef de la diplomatie de

Nicosie estime que le mandat des « casques bleus » doit être revu et réclame un engagement réel des Américains et des Européens.

NICOSIE

de notre envoyée spéciale
« Ce à quoi nous avons assisté ces derniers jours est un signe évident de la nécessité d'accroître nos efforts pour trouver une solution au problème de Chypre. » Chef de la diplomatie chypriote, Alecos Michaélidès veut croire à l'apaisement des esprits et, dit-il, « plus vite nous sortons de cette tension, mieux cela sera ». Le calme qui a prévalu, vendredi 16 août, à l'issue de l'enterrement de Solomos Solomos, le jeune homme tué par des policiers turcs, laisse d'ailleurs à penser que la situation va se détendre, et les autorités chypriotes faisaient de cette nouvelle cérémonie de deuil un test quant au futur immédiat. « Mais, ajoute M. Michaélidès, le statu quo est dangereux. Aller de l'avant dans le processus de négociation est la seule voie possible. Je ne pense pas qu'attendre soit une bonne politique. »

Les offres de reprise des négociations intercommunautaires faites, jeudi à Lefkosa, par le ministre des affaires étrangères turc, M^{me} Ciller, et par le chef de la République autoproclamée de Chypre du Nord, Rauf Denktaş, laissent toutefois sceptique M. Michaélidès. D'autant plus, affirme-t-il, que les paroles de Tansu Ciller, qui avait affirmé « être prête à briser les mains de ceux qui s'en prenaient au drapeau turc », « ne sont pas dignes d'un ancien premier ministre ». « Est-ce notre rôle d'enflammer la situation ? », s'interroge-t-il. De toute façon, affirme-t-il, « avant une réunion entre M. Cléridès [président de la République de Chypre] et M. Denktaş, il faut que soit établie une base commune de discussion. Il est nécessaire d'établir un processus de consultation pour cerner les questions clés et que chacun de nous puisse donner son opinion », pour-



P. ANCIANO

sult M. Michaélidès. « Organiser une rencontre au sommet sans un minimum de chances de succès ne servirait à rien, au contraire »

Pour mener à bien ce processus, M. Michaélidès en appelle tout à la fois à l'ONU, « l'institution reconnue mais qui a été incapable d'apporter une solution depuis vingt-deux ans », aux Etats-Unis, « qui ont montré un intérêt dans les questions de sécurité et qui ont de bonnes relations avec les militaires turcs », et à l'Union européenne, « qui a la capacité de proposer des solutions pour l'aspect interne du problème ». « Sans réel engagement et sans présence active des Etats-Unis et de l'Union européenne, les Nations unies, seules, ne peuvent pas résoudre le problème », ajoute M. Michaélidès. Tout en « appréciant » la nomination par la présidence européenne d'un émissaire chargé de suivre la question chypriote, le ministre « regrette que

celui-ci ne soit pas délégué par le conseil lui-même, ce qui lui donnerait plus de soutien politique et soulignerait l'engagement à agir des quinze nations européennes ».

Dans « l'immédiat », et pour éviter le renouvellement d'incidents comme ceux que vient de connaître Chypre, M. Michaélidès voudrait d'abord « voir les Nations unies réétudier le statut de la zone tampon ». De largeur variable, celle-ci, placée sous la responsabilité de mille deux cents « casques bleus », court presque tout le long des 180 kilomètres de la « ligne verte » qui coupe depuis l'invasion turque de 1974 l'île de Chypre d'est en ouest. « Personne ne doit pénétrer dans cette zone », reconnaît M. Michaélidès. « Certes, dit-il, quelques-uns [des Chypriotes grecs] l'ont fait, mais cela donne-t-il le droit aux Turcs de tirer ? » « Personne ne devrait avoir le droit d'ou-

vrir le feu dans cette zone ; or ce n'est pas la première fois que cela se produit », ajoute-t-il, en citant le cas d'un jeune conscrit chypriote grec tué, en juin, alors que, pour Nicosie, il voulait simplement parler à son homologue chypriote turc, de l'autre côté de la zone tampon. « Les Nations unies doivent regarder cette affaire de très près et voir comment ils peuvent exercer leur rôle de contrôle plus efficacement », dit encore M. Michaélidès, qui souhaite aussi que « l'ONU s'interroge sur la qualité du mandat des « casques bleus », qui ne sont pas armés ».

« Nous ne voulons pas d'affrontement, conclut M. Michaélidès, et nous ferons tout pour calmer les choses. Mais, parce que la situation est maintenant tendue, nous attendons de la communauté internationale qu'elle intensifie ses efforts pour trouver une solution et qu'elle prenne conscience de l'urgence ».

Françoise Chipaux

■ L'Union européenne a condamné, vendredi 16 août, « les meurtres brutaux » de deux Chypriotes grecs. « L'UE déplore vivement les actes de violence commis récemment à Chypre ainsi que le recours disproportionné à la violence de la part des forces de sécurité [chypriotes turques] dans le nord du pays en réponse à l'entrée non autorisée dans la zone tampon », a déclaré la présidence irlandaise dans un communiqué diffusé à Bruxelles.

■ Trois cents manifestants hostiles à la Turquie s'en sont pris, vendredi 16 août dans la soirée, au consulat turc de Komotini, une ville du nord-est de la Grèce. Certains ont cassé des vitrines de commerces appartenant à des Turcs de souche et les vitres d'une mosquée. - (AFP)

Solomos Solomou enterré en héros, mais dans le calme

PARALIMNI
(à l'est de Nicosie)
de notre envoyée spéciale

« Héros, héros, tu es mort pour Chypre, pour la patrie. » Il fait nuit noire dans le petit cimetière de Paralimni où plusieurs milliers de personnes ont accompagné à pied le long des rues la dépouille mortelle de Solomos Solomou, vingt-six ans, tué mercredi par les forces de sécurité chypriotes-turques alors qu'il voulait arracher un drapeau turc. La foule entonne pour la deuxième fois l'hymne national et ses amis font le V de la victoire alors que plusieurs de ses proches s'effondrent en pleurant.

Enveloppé du drapeau grec, aussi symbole de l'Eglise orthodoxe grecque, le corps du jeune homme a été directement mis en terre à la façon des martyrs et au son de marches funèbres jouées par une fanfare de la police. Sa tombe jouxte celle, encore couverte de fleurs, de son cousin, battu à mort, dimanche, par des manifestants et des soldats chypriotes-turcs et turcs.

Le recueillement et l'émotion ont, dans cette foule majoritairement vêtue de noir, remplacé la colère et la volonté exprimée par le père de la victime de ne pas « profiter » de la mort de son fils pour créer de nouveaux incidents respectés. Tout a été fait pour éviter de nouveaux affrontements et même le président de la République, Glafos Cléridès, a renoncé à venir, se faisant représenter par un ministre. L'archevêque grec-orthodoxe de Chypre, Chrysostomos, a lui aussi tenté de calmer les esprits, contrairement à ses habitudes et au

prêche enflammé qu'il avait fait mercredi dernier aux obsèques du premier manifestant. « Vous avez aidé vos dirigeants à montrer au monde entier l'injustice infligée à Chypre. Votre but a été atteint. Evitez toute nouvelle action afin de leur donner le temps de faire leur travail », a dit Mgr Chrysostomos, dont l'homélie a été interrompue à plusieurs reprises par des applaudissements nourris. Mercredi dernier, Mgr Chrysostomos avait affirmé que « l'hellénisme n'a pas peur de la mort, lorsqu'il s'agit de la liberté ».

PRÉCAUTIONS TARDIVES

C'est sous un tonnerre d'applaudissements que le cercueil de Solomos Solomou, porté par des jeunes gens en noir et recouvert du drapeau grec, avait fait son entrée dans l'église Saint-Georges, beaucoup trop petite pour contenir la foule, dont beaucoup de personnalités politiques chypriotes-grecques et grecques. Le premier ministre grec, Costas Simitis, qui avait mercredi, jour du drame, annoncé sa participation à ces funérailles, s'était lui aussi fait représenter par un secrétaire d'Etat. « La Grèce ne veut pas donner l'impression que nous sommes au bord de la guerre, affirme en guise d'explication un officiel chypriote ; la visite ce samedi à Nicosie de M. Simitis, la première depuis sa nomination, pour une brève réunion de travail, est avant tout un geste de solidarité vis-à-vis de Chypre. »

Les autorités chypriotes avaient cette fois déployé d'importantes forces de l'ordre pour empêcher « coûte que coûte », ce qui n'était

pas le cas lors des deux précédentes manifestations, d'éventuels manifestants de s'approcher de la zone occupée par les Turcs à Dhéri-nia. Un premier cordon de la police anti-émeutes casquée et armée de matraques avait été mis en place à quelque trois cents mètres du dernier barrage chypriote grec. Il était appuyé derrière par un deuxième cordon de policiers qui avaient placé leurs Jeeps en file indienne pour barrer la route et les champs alentours. Une tranchée protégée par un rideau de barbelés avait aussi été creusée, alors que l'armée avait édifié un haut rempart de terre sur la route menant au premier barrage de l'ONU.

Ces précautions tardives ont permis que cette nouvelle cérémonie de deuil se déroule sans encombre et les responsables de la police n'ont même pas eu trop de mal à convaincre, tard dans la soirée, une cinquantaine de jeunes de renoncer à leur projet de déposer une gerbe près du lieu où a été tué Solomos Solomou. Après avoir chanté des chants patriotiques, ceux-ci ont confié leur gerbe à un officier qui l'a déposée à la limite de la zone-tampon gardée par les soldats de l'ONU qui avaient aussi été mis en état d'alerte.

Encore sous le choc d'une semaine tragique comme ils n'en avaient pas connue depuis l'invasion de 1974, les Chypriotes grecs n'aspirent plus qu'au calme. Mais ce drame laissera des traces et la crainte de voir aujourd'hui se développer à Chypre des groupes extrémistes violents est réelle.

F. C.